

CONGRES NATIONAL FSU Marseille-2007

-- - Le Congrès au jour le jour - - Les textes votés --

- Les textes
votés



Congrès FSU - Marseille - du 29
janvier au 2 février 2007

APPEL DU CONGRES

Webmestre FSU
vendredi 2 février 2007

Résumé :

La FSU propose dix engagements pour une vraie priorité au Service Public d'Education

Congrès FSU - Marseille - du 29 janvier au 2 février 2007

APPEL

La FSU entend contribuer à construire des alternatives aux politiques aujourd'hui mises en œuvre. Elle appelle à bâtir ces alternatives autour de quelques axes centraux : éducation, services publics et fonctions publiques, protection sociale.

Maintenant et pour l'avenir, la FSU appelle à une rupture radicale avec la politique éducative actuelle et à relever le défi de la démocratisation du service public d'éducation afin d'augmenter le niveau général de formation et de qualification de tous les jeunes.

La FSU propose pour cela 10 engagements pour une vraie priorité au Service Public d'Education :

- ▶ 1 - un service public laïque d'éducation transformé qui garantit :
 - la réussite de tous les jeunes
 - une véritable culture commune pour tous ;
 - la prévention et les réponses aux difficultés scolaires de la maternelle à l'université ;
- ▶ 2 - une scolarité obligatoire portée à 18 ans et permettant aux familles de scolariser leurs enfants dès 2 ans ;
- ▶ 3 - la garantie d'une véritable mixité sociale,
- ▶ 4 - une relance ambitieuse des ZEP ;
- ▶ 5 - la gratuité, le développement de l'aide sociale, des bourses et d'allocations d'études ;
- ▶ 6 - le développement pour tous de formations initiales sous statut scolaire dans les lycées professionnels, technologiques et généraux, ce qui s'oppose à l'apprentissage ; sa survalorisation, son expansion ; aux formations alternées privées ;
- ▶ 7 - le développement harmonieux d'enseignements supérieurs, fortement articulés avec la recherche, sur tout le territoire et une amélioration du taux d'encadrement des 1ers cycles universitaires ;
- ▶ 8 - une urgente priorité de la recherche et une augmentation de son financement ;

- ▶ 9 - un service public en charge de la Formation Tout au Long de la Vie ;
- ▶ 10 - le maintien et le développement de services publics et de structures laïques agréées assurant l'accompagnement à la scolarité et l'accès du plus grand nombre à l'éducation populaire, à la culture, aux sports, ... ;

Cela passe par :

- ▶ Une forte augmentation de la part du PIB consacrée, dans le budget de l'Etat, à l'éducation et à la recherche.
- ▶ Un plan pluri-annuel de recrutement de personnels statutaires pour répondre aux besoins, une amélioration de leur formation initiale et continue, le respect de leur qualification et de leurs missions, l'attribution des moyens pour développer le travail collectif, la revalorisation matérielle et morale des métiers de l'éducation, de la recherche et de la culture ;
- ▶ Une politique nationale de péréquations assurée par l'Etat pour compenser les inégalités territoriales

La FSU appelle à une politique qui assure à tous une véritable égalité d'accès aux droits fondamentaux. La consolidation et l'amélioration du rôle des services publics en France comme en Europe sont des priorités. Les services publics jouent un rôle majeur de cohésion sociale, d'égalité entre les citoyens en mettant à la disposition de tous des biens essentiels qui ne doivent pas être pris en charge par les intérêts privés doivent respecter les principes de laïcité. Ils doivent être développés et accessibles par tous, sur tout le territoire. Ils participent de la répartition et de la production des richesses. Les services publics doivent reposer sur une véritable démocratie sociale, être contrôlés par les usagers, les élus, les salariés des Services Publics et les organisations syndicales avec des moyens d'action étendus. Ils en constituent en retour un des éléments moteurs. La FSU demande l'arrêt des privatisations et des ouvertures à la concurrence, la reconstitution des conditions de véritables services publics répondant en particulier aux nouveaux besoins. La FSU s'oppose à ce que soit envisagée une nouvelle étape de décentralisation. Elle demande que soit fait un réel bilan de l'ensemble des mesures de décentralisation mises en œuvre depuis plus de vingt ans et, dans l'immédiat, que soit rendue effective la possibilité de réversibilité pour les mesures contestées, notamment le transfert des personnels et de leurs missions.

La FSU appelle au développement d'une protection sociale de haut niveau, assurant une véritable égalité et une véritable solidarité qu'il s'agisse de santé ou de retraite, et qui revienne sur les réformes imposées ces dernières années et caractérisées par l'individualisation et la marchandisation, porteuses de régressions majeures et d'inégalités

La FSU appelle à une politique ambitieuse des salaires, des pensions, de l'emploi tant dans le privé que le public. L'augmentation immédiate du SMIC et de la valeur du point d'indice pour la Fonction publique, l'ouverture de négociations sur les salaires et la reconstruction de la grille sont des besoins pour la société toute entière. Elle se bat pour le rattrapage des pertes du pouvoir d'achat et sa progression pour les actifs et les retraités de la Fonction Publique.

Répondre aux besoins de service public passe par des fonctionnaires en nombre suffisant, aux

niveaux de qualification appropriés dont les métiers doivent être mieux reconnus et rémunérés. Loin d'être un coût, la politique de l'emploi public qui s'impose constituerait un facteur de relance de créations d'emplois et de réduction des déficits. La précarité est inacceptable pour les personnels et nuit au bon exercice des missions de SP. C'est pourquoi la FSU fait de la lutte contre la précarité et de l'exigence de recrutements de titulaires à la hauteur des besoins un des axes essentiels de son action syndicale. Elle combat la conception managériale de la gestion des personnels qui soumet le déroulement normal des carrières à un « mérite supposé » et remet en cause les statuts.

La FSU appelle à l'extension des droits et libertés, à la lutte contre toutes les discriminations, contre le racisme, la xénophobie et le sexisme sous toutes ses formes. Elle s'oppose résolument à la répression et la criminalisation des mouvements sociaux. Elle exige l'arrêt des expulsions des enfants et des jeunes scolarisés et de leurs familles et une régularisation massive des sans papiers. Elle dénonce les politiques du tout sécuritaire qui privilégient la répression et l'incarcération plutôt que l'éducation particulièrement vis-à-vis des jeunes les plus en difficulté.

La FSU appelle à une réforme immédiate des règles régissant la représentativité et le dialogue social en la fondant sur une représentativité déterminée par le vote librement exercé par les salariés et sur le principe d'accords dont la validité reposerait sur la signature d'organisations représentant une majorité des salariés concernés. Elle appelle à la défense et à l'amélioration de tous les droits syndicaux. Elle s'opposera à toute limitation du droit de grève.

C'est autour de ces axes précisés et développés dans les textes votés par son congrès que la FSU mènera ses luttes et interviendra dans le débat public.

Sur toutes ces questions tout comme sur l'avenir du syndicalisme, elle appelle l'ensemble du mouvement syndical sans exclusive à débattre et travailler ensemble pour échanger les points de vue et construire des convergences et des actions communes. Elle prendra toutes les initiatives dans ce sens.